

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 25-001E

Fourniture, livraison, installation et mise en service, après réglages adéquats et contrôles, de tubes à rayons X équipant différents systèmes de radiologie utilisés au sein de l'ensemble des établissements de de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Accords-cadres prenant effet au 13 décembre 2025 ou à la date de notification

SOMMAIRE

ARTICLE I – DEFINITION DE L'ACCORD-CADRE	3
I.1 - OBJET	3
I.2 – FORME.....	3
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE III – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE IV– ORGANISATION DE LA PRESTATION	4
IV.1 - DECLENCHEMENT ET DELAI DES INTERVENTIONS	4
IV.2 - PENALITES.....	5
IV.3 - CONDITIONS DIVERSES	5
IV.4 - DUREE DES INTERVENTIONS.....	6
ARTICLE V – PRESTATIONS EXCLUES.....	6
ARTICLE VI – AUTRES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE VII – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	7
VII.1 – GESTION DE L'ACCORD-CADRE	7
VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE	7
VII.3 - ASSURANCE.....	7
VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL.....	8
ARTICLE VIII – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
VIII.1 – OBLIGATION DE L’AP-HP	8
VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE IX -CONDITIONS DE PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	9
IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX.....	9
IX.1.1 – REDEVANCE FORFAITAIRE ANNUELLE.....	9
IX.1.2 – INTERVENTIONS HORS FORFAIT	9
IX.2 – CARACTERE DES PRIX	10
IX.3 – REVISION DES PRIX	10
IX.3.1 – REVISION DES PRIX DES PRESTATIONS.....	10
IX.3.2 – CLAUSES BUTOIR ET DE SAUVEGARDE APPLICABLE POUR LES REVISIONS DE PRIX (PRESTATIONS ET PIECES DETACHEES) :	11
ARTICLE X -MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	11
X.1 – FORFAIT	12
X.2 – ATTACHEMENT.....	12
X.3 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE.....	12
X.4 – DELAI DE PAIEMENT	13
ARTICLE XI –CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	13
XI.1 – RESILIATION UNILATERALE	13
XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	13
ARTICLE XII – DEROGATIONS AU C.C.A.G.	13

Article I – Définition de l'accord-cadre

I.1 - OBJET

Les accords-cadres résultant de l'appel d'offres n°25-001E ont pour objet : la fourniture, livraison, installation et mise en service, après réglages adéquats et contrôles, de tubes à rayons X équipant différents systèmes de radiologie utilisés au sein de l'ensemble des établissements de de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

L'annexe 1 de l'acte d'engagement est mise à jour annuellement en cas de :

- *adjonction de types ou modèles d'appareils et/ou d'accessoires bénéficiant des prestations prévues au présent accord-cadre ;*
- *retrait de types ou modèles d'appareils et/ou d'accessoires bénéficiant des prestations prévues au présent accord-cadre ;*
- *adjonction ou retrait de références de pièces détachées liées à l'adjonction de nouveaux types d'appareils.*

Ces modifications feront l'objet d'une note d'information.

I.2 – FORME

Les accords-cadres sont passés sous la forme d'**accords-cadres à bons de commande**, au sens des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP).

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, les accords-cadres passés pour les lots 1 à 5 comporteront un montant minimum et un montant maximum en valeur. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur est engagé sur le montant minimum de l'accord-cadre, le futur titulaire sur son maximum. Les montants minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre seront déterminés en fonction des quantités prévisionnelles estimatives indiquées : le montant minimum sera égal à 40% du montant attribué et le montant maximum sera égal à 300% du montant attribué, afin de pouvoir intégrer les variations de parc.

Le lot 6 comportera uniquement un montant maximum, déterminé en fonction des quantités prévisionnelles estimées indiquées et égal à 300% du montant attribué. Il est précisé que le futur titulaire est engagé sur le montant maximum de l'accord-cadre.

Le parc des équipements, objet de cet appel d'offres, est répertorié dans le document Annexe 1 du CCTP. Ce parc n'est qu'indicatif : il est susceptible d'évoluer en fonction des remplacements ou de l'arrêt d'exploitation des installations de radiologie de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

I.3 – DUREE

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document, les accords-cadres à bons de commande issus de cette consultation auront une durée de 4 ans et seront à effet du 13/12/2025 (ou de la date de notification si celle-ci est postérieure au 13/12/2025).

En tout état de cause, les bons de commandes émis dans le délai de validité de l'accord-cadre pourront être honorés postérieurement au terme de validité de l'accord-cadre, et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme de l'accord-cadre.

Article II – Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'appel d'offres n°25-001E et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021.
- les documents techniques proposés par le candidat et admis dans cette consultation

Article III – Définition des prestations

Les prestations de maintenance qui font l'objet de cette consultation sont les suivantes :

- **Contrôle Qualité** : il concerne l'ensemble des opérations destinées à évaluer le maintien des performances revendiquées par le fabricant.
- **Maintenance Corrective** : elle concerne les interventions ayant pour but la remise en état de fonctionnement des matériels à la suite d'une défaillance.

Article IV – Organisation de la prestation

IV. 1 - Déclenchement et délai des interventions

IV. 1.1 - Dans le cadre du forfait

Les équipements couverts par une maintenance forfaitaire font l'objet d'un bon de commande émis en début d'année civile, au plus tard fin février, qui précise le type de forfait retenu pour chaque équipement pour l'année. Dans le cas où l'accord-cadre ne prend pas effet au 1^{er} janvier, le premier bon de commande sera émis à la notification de l'accord-cadre et ne couvrira que l'année civile en cours, pour les mois restants.

En cas de défaillance du tube à rayons X équipant un système radiologique, l'Ingénieur Biomédical ou son représentant déclenchera l'intervention auprès du Titulaire. Il appartiendra à chaque hôpital d'arrêter les modalités de transmission de la demande d'intervention (appel téléphonique, fax...). Le Titulaire sera tenu d'intervenir et de remettre l'équipement en service au plus tard dans les délais fixés en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le calcul du délai d'intervention, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève à l'arrivée d'un technicien capable d'effectuer l'intervention demandée. En cas de télémaintenance, le délai d'intervention s'achève lors de la prise en main de l'équipement, à distance, par le titulaire.

Le calcul du délai de remise en service, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève lorsque l'intervention est terminée et que l'équipement, contrôlé et fonctionnel, est remis à la disposition des utilisateurs.

IV. 1.2 - Dans le cadre de l'attachement

Déclenchement

En cas de défaillance du tube à rayons X équipant un système radiologique, l'établissement émettra un bon de commande faisant référence à l'accord-cadre. Le Titulaire sera tenu d'intervenir et de remettre l'équipement en service au plus tard dans les délais fixés en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le calcul du délai d'intervention, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève à l'arrivée d'un technicien capable d'effectuer

l'intervention demandée. En cas de télémaintenance, le délai d'intervention s'achève lors de la prise en main de l'équipement, à distance, par le titulaire.

Le calcul du délai de remise en service, compté en heures, débute à la réception par le titulaire de la demande d'intervention émise par l'établissement et s'achève lorsque l'intervention est terminée et que l'équipement, contrôlé et fonctionnel, est remis à la disposition des utilisateurs. S'il s'avère nécessaire d'établir un devis avant réparation, le délai d'acceptation du devis par l'établissement (délai entre la réception du devis par l'établissement et la réception par le titulaire du devis accepté) sera déduit du délai total.

Contestations

S'il est établi que la durée de réparation apparaît anormalement longue, par négligence, qualification insuffisante de l'intervenant, ou pour toute autre raison justifiée, l'AP-HP sera en droit de refuser la facturation correspondante, à plus forte raison si l'immobilisation prolongée de l'appareil doit altérer le fonctionnement du service ; dans un tel cas, il pourra être pourvu à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Enfin, si la situation l'exige, et après mise en demeure restée infructueuse de répondre aux griefs présentés par l'AP-HP, le présent accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire et à ses frais et risques.

IV.2 - Pénalités

Pour tout retard au-delà des délais indiqués dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement (CRT), le Titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondante, dont le montant sera calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{1}{5} \times \frac{Dc - Dp}{Dp} \times 100$$

P = Montant de la pénalité (en % du montant total de la facture)

Dc = Délai constaté

Dp = Délai prévu dans les annexes de l'acte d'engagement

Dans le cas d'une intervention à l'attachement, la pénalité sera appliquée sur la facture correspondant à l'intervention concernée. Dans le cas d'une intervention incluse dans un forfait, la pénalité sera appliquée à la facturation trimestrielle de la maintenance de l'équipement concerné par l'intervention.

Exemple : Délai constaté de 25 heures ouvrées pour un délai prévu de 20 heures ouvrées, soit un dépassement de 25 %. La pénalité applicable est de $((25 \text{ h} - 20 \text{ h}) / 20 \text{ h}) \times 100 / 5 = 5 \%$ du montant de la facture.

IV.3 - Conditions diverses

Fiche d'intervention : chaque visite de maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'une fiche d'intervention comportant tous les renseignements nécessaires à la vérification du service fait et du contrôle de bon fonctionnement de l'appareil avant remise à disposition, signée contradictoirement par l'intervenant et le Cadre supérieur du Service concerné (qui conservera un exemplaire de ladite fiche).

Cette fiche d'intervention devra notamment et impérativement faire figurer :

- le numéro du bon de commande,
- le nom du technicien,
- les heures de début et de fin d'intervention,
- l'objet de l'intervention,
- le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'appareil,
- les anomalies constatées,
- leurs causes (y compris les cas de mauvaise utilisation et de défauts d'entretien). Dans ce cas, la société devra prévoir la formation des utilisateurs,
- les solutions apportées pour remettre en état de fonctionnement et de sécurité l'appareil concerné (y compris la liste des pièces détachées),
- une observation sur l'état du matériel après intervention,
- les contrôles de performances réalisés avant restitution de l'appareil.

Un second exemplaire de la fiche d'intervention devra systématiquement être fourni au service biomédical de l'hôpital sous format électronique. Les adresses électroniques de destination seront définies avec chaque site ou groupe hospitalier.

Garantie des interventions : La durée de garantie des interventions réalisées à l'attachement est précisée en annexe 2 de l'acte d'engagement (CRT). L'AP-HP se réserve ainsi la possibilité de contester une facture relative à une intervention survenant manifestement trop peu de temps après une visite, préventive ou corrective, de même nature.

Sous-traitance : Le Titulaire a la possibilité de faire intervenir toute société de service de son choix afin d'assurer en partie les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur sur la sous-traitance ; il devra préalablement obtenir l'accord de l'AP-HP, en indiquant les raisons et les modalités du recours à cette sous-traitance. Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance non déclarée pourra conduire à un refus de paiement ou à la dénonciation de l'accord-cadre.

IV.4 - Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement du service.

Article V – Prestations exclues

Sont exclues de l'accord-cadre :

- Toutes interventions ou réparations effectuées par le titulaire sur du matériel non couvert par le présent accord-cadre.

Sont exclues du forfait :

- Toutes interventions ou réparations par le Titulaire sur du matériel non couvert par la prestation forfaitaire retenue.
- Toutes interventions consécutives à des défaillances ou des événements dus à des causes étrangères à l'installation tels que :
 - a) incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment,
 - b) utilisation du matériel non conforme aux prescriptions indiquées par le Titulaire dans le manuel pratique d'utilisation fourni avec l'équipement, prescriptions que l'AP-HP déclare connaître et s'engage à faire respecter.

Article VI – Autres Prestations

Le Titulaire informe le pouvoir adjudicateur, de toute modification susceptible d'améliorer le fonctionnement et la fiabilité des appareils en service au sein de l'établissement.

Article VII – Rappel sur les engagements du titulaire

VII.1 – GESTION DE L'ACCORD-CADRE

Engagements du titulaire

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage à :

- **veiller à ce que les prestations commandées ou pièces détachées commandées soient bien référencées** dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **informer sans délai** le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet de l'accord-cadre, le **titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS.

VII.2 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont les seules à assurer les prestations décrites dans le présent accord-cadre. Elles doivent pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire ou de leur habilitation. Une liste de ces personnes sera fournie à l'hôpital et mise à jour par le Titulaire.

Durant leur présence dans les locaux de l'AP-HP, le personnel du Titulaire ou les personnes expressément habilitées par le Titulaire sont tenues de se conformer au règlement en vigueur dans l'établissement concerné par le présent accord-cadre, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

VII.3 - ASSURANCE

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre de l'accord-cadre :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers, du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

En outre, le Titulaire est tenu d'informer l'AP-HP de toute modification relative à son assurance (résiliation, changement de compagnie), dans les jours suivant sa décision.

VII.4 – SECRET PROFESSIONNEL

Le personnel du Titulaire est lié par le secret professionnel et assujetti à la discrétion d'usage.

Article VIII – Obligations des parties

VIII.1 – OBLIGATION DE L'AP-HP

L'AP-HP s'engage à :

- Tenir à jour le cahier de bord de l'installation, dans lequel seront reportées, pour chaque interruption de fonctionnement, les données suivantes :
 - heure de la panne
 - heure d'appel du Titulaire
 - heure d'arrivée d'un technicien du titulaire
 - heure de remise en service de l'installation
 - nombre d'heures d'indisponibilité de l'installation pendant ses horaires théoriques de fonctionnement
- Reporter les éléments de l'intervention dans le registre de l'installation, conformément au décret n°2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (Article D.665-5-5-5)
- assurer la garde de tous les matériels, outillages, documents, pièces détachées et sous-ensembles, que le titulaire lui demandera de conserver auprès de cette installation (une liste détaillée de ces éléments sera préalablement fournie à l'établissement)
- informer le Titulaire de tout déplacement ou démontage d'appareils objets du présent accord-cadre
- permettre le libre accès des appareils au personnel du titulaire qui disposera en outre de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (local correctement équipé - électricité, fluides, téléphone)
- respecter les horaires d'interventions (préventives ou curatives) programmées avec le Titulaire. En cas de non-respect de ces horaires, le Titulaire pourra facturer les prestations supplémentaires générées (temps d'attente, déplacement)
- utiliser les appareils dans le respect des instructions du manuel opérateur, figurant sur le site
- maintenir en conformité les alimentations en fluide, et en électricité, ainsi que les conditions d'environnement, dans le respect des instructions du manuel technique du matériel figurant sur le site
- assurer les conditions de sécurité d'usage des personnels du titulaire pendant leurs interventions de maintenance et à leur remettre les appareils dans un parfait état de propreté
- assurer, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 et dans les cas prévus par ce décret, la coordination des mesures de sécurité prises par l'hôpital et par le titulaire afin d'assurer la prévention des risques liés aux activités de l'hôpital et du titulaire.

Si les personnels du Titulaire considèrent :

- soit que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent,
- soit que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'appareil,

constituent un risque pour la sécurité, ils en informent aussitôt l'hôpital qui devra prendre toutes les mesures nécessaires, aux fins de remédier aux faits constatés.

VIII.2 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- renseigner le cahier de bord de l'installation défini ci-dessus, sous la responsabilité du cadre du service
- respecter la confidentialité des données traitées et en assurer la sécurité,
- mettre à jour, en langue française, l'ensemble de la documentation afférente aux appareils concernés par le présent accord-cadre, et la laisser sur le site, à disposition des utilisateurs,
- si un local fermé est mis à la disposition du Titulaire, il en assumera la responsabilité et le maintiendra en parfait état de propreté,
- lors de tout déplacement ou démontage d'appareil, les opérations d'emballage, de chargement et de transport, seront effectuées sous le contrôle et selon les directives du Titulaire,
- fournir annuellement sur support informatique, à la Direction des Achats de l'AGEPS, le bilan évaluatif annuel prévu à l'article I.8 du CCTP et à l'annexe I du présent CCAP. Si ce bilan n'est pas fourni annuellement, l'AGEPS se réserve le droit de résilier le marché.
- analyser, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les risques engendrés par ses interventions et à se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

Article IX -Conditions de prix et modalités de paiement

IX.1 – ETABLISSEMENT DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur ; il s'engage à fournir à l'AGEPS toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

DANS LE CADRE DU FORFAIT

IX.1.1 – Redevance forfaitaire annuelle

Les prestations forfaitaires décrites à l'article IV sont couvertes par une redevance forfaitaire annuelle selon les conditions figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

En cas de modification du parc (ajout ou retrait de matériel), celle-ci sera notifiée au titulaire par l'hôpital, et le montant de la redevance sera calculé au prorata temporis de la durée de couverture par le forfait.

La redevance forfaitaire est payable à terme échu. La périodicité de facturation est précisée dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Dans le cadre des forfaits avec franchise, cette dernière est payable sur présentation d'une facture en bonne et due forme émise à la suite du changement de tube.

IX.1.2 – Interventions hors forfait

Les prestations exclues du forfait, décrites à l'article V, font l'objet d'une facturation séparée.

DANS LE CADRE DE L'ATTACHEMENT

Les interventions à l'attachement seront facturées selon les tarifs indiqués à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

IX.2 – CARACTERE DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et forfaitaires

IX.3 – REVISION DES PRIX

IX.3.1 – Révision des prix des prestations

Les prix seront fermes les 2 premières années et révisables à la date anniversaire du marché pour les années suivantes.

Le plafond de prix après révision est donné par la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (0,80 \text{ ICHTrev-TS/ICHTrev-TSo} + 0,20 (\text{MIGS/MIGSo}))$$

où :

P = Prix révisé applicable pour l'année A + 1

P_o = Prix appliqué pour l'année A

ICHTrev-TSo = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A - 1

ICHTrev-TS = Valeur réelle de l'indice du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'INSEE, Identifiant : 001565183, au mois M de l'année A

MIGSo = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A - 1

MIGS = Valeur réelle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358, au mois M de l'année A

Avec : M = mois indiciaire correspondant au dernier indice définitif publié au moment de la demande de révision de prix
A = année du calcul de la révision

Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins trois mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé réception, adressée à :

Le Directeur des Achats
Direction des Achats
AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS
7, rue du Fer à Moulin – 75005 Paris

Cette demande sera accompagnée d'une note explicative de la mise en œuvre de la formule de révision (détail du calcul du taux de révision et des nouveaux montants induits par l'application de la formule de révision).

Cette demande sera accompagnée du tableau figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre initial, avec les nouvelles conditions de prix proposées à l'AP-HP, sous format électronique. La mise en forme sera identique à celle du tarif initial de l'accord-cadre (même ordre de classement des références) et les nouveaux prix proposés seront indiqués dans une colonne supplémentaire du tableau de prix.

La demande de révision des prix devra impérativement être accompagnée du bilan évaluatif annuel décrit en annexe I du présent CCAP.

En cas de non-respect du délai de trois mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

Suite à cette demande de révision et après validation par l'AP-HP, les prix révisés seront applicables à la date anniversaire de l'accord-cadre suivant la date de réception par l'AP-HP de la lettre du Titulaire.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fixes au minimum un (1) an à compter de leur date d'effet.

IX.3.2 – Clauses butoir et de sauvegarde applicable pour les révisions de prix (prestations et pièces détachées) :

Clause butoir :

L'augmentation des prix de chaque article résultant de la révision est limitée à 3%

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de la clause butoir.

Si l'application des formules de révision des prix amène à une baisse de ces derniers, l'AP-HP pourra demander au titulaire une révision de ses tarifs respectant le résultat des formules.

Article X -Modalités de règlement de l'accord-cadre

Avances

L'avance est accordée pour les accords-cadres à bons de commande comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT. Le montant de l'avance est fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant minimum toutes taxes comprises divisé par la durée de l'accord-cadre exprimé en mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance (refus à formuler expressément dans l'acte d'engagement du/des marchés).

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers pdf (signés ou non signés).

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIREN du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ou accord-cadre
- le numéro du bon de commande
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté
- le prix des éventuelles prestations accessoires prévues au marché ou accord-cadre
- le taux et le montant de la TVA*
- la date d'émission de la facture
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé.

*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture sera établie en EUROS.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Pour le forfait et pour l'attachement, les factures devront être présentées comme suit :

X.1 – FORFAIT

- 1°) Les factures seront accompagnées des fiches d'intervention.
- 2°) Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.
- 3°) La facture comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'acte d'engagement en annexe 1 et les nouveaux montants induits après calcul de la révision conformément à l'article IX.3 du présent CCAP.

X.2 – ATTACHEMENT

Les factures seront accompagnées des fiches d'intervention ou du bordereau de livraison et, le cas échéant, des devis approuvés.

La facturation fera apparaître de manière visible le numéro du bon de commande, le n° de l'accord-cadre, la catégorie de l'intervention : "préventive" ou "corrective", ainsi que la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante contenue dans l'acte d'engagement en annexes 2 et 4, les montants HT et TTC et les nouveaux montants induits après calcul de la révision, conformément à l'article IX.3 du présent CCAP.

X.3 – ADRESSE DE CORRESPONDANCE

L'AP-HP adresse tout bon de commande et/ou retour de devis et/ou courrier commercial au titulaire, dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

Le Titulaire adresse tout devis et/ou facture et/ou courrier commercial au correspondant désigné par chaque hôpital) : Ingénieur Biomédical ou Direction des Services économiques ou autre service de l'hôpital concerné

X.4 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP.

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

Article XI – Conditions de résiliation et mode de règlement des litiges

XI.1 – RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./FCS.

- Conformément à l'article 41 du CCAG/FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-11 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché ou accord-cadre. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou accord-cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

XI.2 – EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives à l'accord-cadre seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G./FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Article XII – Dérogations au C.C.A.G.

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G. :

Article
de dérogation :

Articles IV.2.2

Article
du C.C.A.G. correspondant :

Article 14.1

Objet de l'article auquel il est
dérogé :

Pénalités pour retard